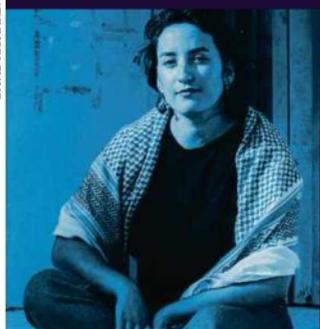


Libération



DAVID RICHARD, TRANSIT, STEPHANE DUBOIS, HANS LUCAS, FASCAL ALMAR, TENDANCE FLOUE



LES ASSOS

A l'approche de la présidentielle, et un an après les législatives qui ont failli envoyer Jordan Bardella à Matignon, la société civile se mobilise de plus en plus contre l'extrême droite. Au risque de subir des représailles. **PAGES 2-4**

L'ASSAUT DU RN

Libération

M 00135 - 626 - F. 2,80 €



Gallimard présente

JEAN-BAPTISTE DEL AMO
LA NUIT RAVAGÉE
La nuit ravagée



« Un livre qui va réveiller vos appétits de lecteur les plus enroués et les plus voraces. »
Augustin Trapenard, *La Grande Librairie*

« Quel roman ! Virtuose ! On ne peut plus le lâcher. »
Léa Salamé, *France Inter*



IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Belgique 2,80 €, DOM 3,60 €, Espagne 3,30 €, Grèce 3,30 €, Luxembourg 2,80 €, Maroc 30 Dh, Portugal (continental) 3,70 €, Suisse 3,70 CHF.



GETTY IMAGES, AFP

NEW YORK
Zohran Mamdani, un socialiste bientôt maire ?

PAGES 8-9



AFP

FOOT
A Lyon, une relégation qui fait rugir

PAGES 18-19

EAU
Comment éviter les pénuries d'ici 2050 ?

PAGES 10-11

Contre le RN

La société civile monte au front

Plus d'un an après la dissolution et le risque d'une victoire du Rassemblement national, des acteurs du monde associatif veulent s'engager plus franchement dans la lutte contre ses idées. D'autres, entre souci de «neutralité» et pressions politiques, hésitent.

Par
NICOLAS MASSOL

L'expression revient régulièrement dans leur bouche : «Le boulet n'est pas passé loin.» Un an après la dissolution de l'Assemblée nationale et le mois de campagne législative qui a suivi, nombreux sont les acteurs du monde associatif à trembler encore. Comme tout le monde, ils ont bien cru voir l'extrême droite s'installer au pouvoir et leur avenir basculer dans l'inconnu. Même non politisées, leurs associations et les valeurs qu'elles portent ne risquaient-elles pas gros avec l'arrivée d'un Jordan Bardella à Matignon ? Echaudés par les exemples des mairies gérées par le Rassemblement national et des pays ayant déjà mis en place des formes de gouvernements illibéraux, les professionnels du secteur ont craint pour leurs libertés associatives. Que faire ? Tirailés entre leur ADN et la réserve que leur impose le fait de percevoir des subven-

tions de l'Etat et des collectivités, tous n'ont pas adopté la même stratégie.

Mais plusieurs structures ont franchi le pas de l'engagement, à l'instar du Mouvement associatif, qui représente les près de 20 millions de bénévoles et 1,8 million de salariés du secteur. «Parce que les associations prônent l'ouverture et la tolérance là où l'extrême droite revendique le repli sur soi. Parce que les associations sont des écoles de la démocratie là où l'extrême droite en est le fossyeur. Les valeurs associatives sont incompatibles avec l'extrême droite», écrivaient, le 16 juin 2024, près de 1500 organisations signataires du texte paru dans la *Tribune dimanche*. Parmi elles, on retrouve des habituées de l'engagement, comme la Cimade, la Ligue des droits de l'homme ou France terre d'asile, dont l'objet s'oppose intrinsèquement aux idées xénophobes. Mais de petits nouveaux se sont joints à l'appel, moins coutumiers des tribunes politiques, comme Animafac, qui regroupe des asso-

ciations étudiantes, la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France ou encore la Ligue de l'enseignement.

«UN DÉBUT DE REPOLITISATION»

«On s'est dit qu'on ne pouvait plus se permettre de faire l'autruche, il fallait y aller aussi», retrace Joséphine Delpeyrat, déléguée générale d'Animafac. Cela a créé la surprise parmi les assos rattachées à notre réseau, certains se sont demandé : «Quelle est notre légitimité à dire aux gens quoi voter ?» Il a fallu faire de la pédagogie, expliquer en quoi l'extrême droite menaçait concrètement les libertés associatives sur les campus, notamment au nom de la lutte contre le «wokisme». «Jusqu'à présent, il y avait une situation un peu confortable avec d'un côté les syndicats et les partis qui faisaient de la politique et les assos qui se tenaient à l'écart, continue Joséphine Delpeyrat. En 2017, notre réseau a eu peur de perdre ses subventions [si Marine Le Pen était

MATHILDE, 41 ANS (HAUTE-LOIRE)

«UNE FOIS LE RN AU POUVOIR, ÇA VA ALLER TRÈS VITE»

Ebéniste de profession, Mathilde, 41 ans, est engagée dans la lutte antifasciste depuis ses 18 ans. Originaire de Brioude, en Haute-Loire, elle fait partie depuis plusieurs mois du réseau Rafahl, engagé, entre autres, contre la montée de l'extrême droite. «Mais ça fait plusieurs années que je milite», se souvient-elle entre deux ondes orageuses, au milieu des collines entourant Vieille-Brioude. Depuis un an et la victoire de l'extrême droite aux européennes, elle a noté un changement : «Ici, il y a toujours eu du racisme, mais c'est devenu flagrant et décomplexé.» Alors elle multiplie les actions : «Je vais tracter au marché, payer des coups dans des bars où je sais que les gens peuvent être attirés par l'extrême droite pour en discuter, je fais des collages, j'organise des réunions...» En vue des municipales, elle et d'autres militants se concentreront sur les communes où se présentent des candidats proches de l'extrême droite. Militier s'avère souvent compliqué en milieu rural : «Il y a beaucoup de frustration parce qu'on se sent seul parfois, incompris. Et contrairement à des milieux urbains où l'on peut disparaître dans la foule, ici je suis très rapidement identifiée comme la "militante". "la gauchiste".» Mais il faut se mobiliser «plus que jamais», affirme-t-elle : «Une fois l'extrême droite au pouvoir, ça va aller très vite. Il n'y a qu'à voir ce qu'il se passe aux Etats-Unis pour s'en rendre compte.»

ELENA RONEY Photo PASCAL AIMAR. TENDANCE FLOUE



élu, ndr], donc il y a eu une crispation et une absence de prise de position politique, alors qu'en 2012, nous avions clairement appelé à lutter contre les idées d'extrême droite. En 2022, nous n'avons pas appelé à battre Le Pen mais nous nous sommes mis d'accord pour ne pas envoyer nos plaidoyers aux élus d'extrême droite - c'était un début de repolitisation.» Plus d'un an a passé depuis la dissolution. Le danger s'est éloigné, mo-

«Un centre social aseptisé, qui n'est plus ancré dans une volonté de promouvoir de la justice sociale, c'est inopérant.»

Tarik Touahria président de la Fédération des centres sociaux et socioculturels

mentanément. Sous l'impulsion du Mouvement associatif, de la Ligue de l'enseignement et de son responsable des questions d'extrême droite, Yannick Hervé, plusieurs structures se réunissent régulièrement pour élaborer des actions communes, ne pas laisser retomber le soufflé. Ainsi, 32 structures associatives et syndicales se rassemblent désormais dans l'initiative «1001 territoires pour la fraternité», qui vise à décliner une série d'actions sur tout le territoire, d'abord à l'automne, puis au printemps, et ce jusqu'en 2027. S'y côtoient la CGT, le Planning familial ou le Comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire. «Notre objectif est clairement la présidentielle : on souhaite instaurer un climat dans la bataille culturelle face à l'extrême droite», annonce Yannick Hervé. Banquets citoyens, expos, interventions dans les collèges, ateliers : les idées ne manquent pas, même si elles restent floues. Si les structures sont tombées d'accord sur la philosophie de leur action - se

LUCIE, 28 ANS (HÉRAULT) «UN MOUVEMENT CITOYEN EST UN LABORATOIRE»

«Le secteur dans lequel je travaille – la transition écologique et sociale – est menacé par l'extrême droite.» C'est pour ce premier motif que Lucie s'est engagée, au lendemain de la dissolution, contre un RN qui «veut démanteler les énergies renouvelables, couper dans les subventions...» Mais la Montpellieraise de 28 ans s'est aussi sentie visée lorsque Jordan Bardella a annoncé vouloir interdire des postes de la fonction publique aux binationaux. «Je suis franco-portugaise, précise-t-elle. Ma grand-mère a fui le fascisme et la misère, du temps où le Portugal était aux mains de Salazar.» Convaincue que «notre génération a le devoir de faire en sorte que l'histoire ne se répète pas», frappée de voir que «les jeunes votent de plus en plus pour le RN», elle ne s'est pas contentée de tracter pour le Nouveau Front populaire, puis de participer à des manif. Elle a contribué à la création d'un mouvement citoyen, Cause commune, «le meilleur laboratoire de la lutte contre l'extrême droite», estime Lucie. Il rassemble «des gens de tous les quartiers, tous les âges», avec la volonté de s'ancrer dans les milieux populaires et la jeunesse. Et il compte «renouveler les pratiques, en instaurant des processus clairs, transparents, sur les attributions de logements sociaux, de crèches, la rénovation des écoles...» pour mettre fin au sentiment d'inéquité qui nourrit «la colère contre le système».

SOLANGE DE FRÉMINVILLE Photo DAVID RICHARD, TRANSIT



JADE, 25 ANS (PAS-DE-CALAIS) «CALAIS M'A CONTRUITE POLITIQUEMENT»

«Je me suis engagée parce que, de base, je suis engagée.» Sous le soleil de Calais, keffieh autour du cou, Jade, 25 ans, sourit de la question facile. Elle appartient au collectif Transformer la ville, qui prolonge la mobilisation née au moment des dernières législatives. Sans surprise, le candidat RN Marc de Fleurian est devenu député. «On a perdu, mais je me suis dit qu'il fallait continuer à défendre cette zone de solidarité et d'humanité», explique-t-elle.

Le collectif organise des réunions à thème, entre éducation populaire avec experts et retours d'expérience, et de la réflexion programmatique. Pas de volonté de présenter une liste aux prochaines municipales, mais de nourrir le débat. Avec le coup de main donné au Nouveau Front populaire durant la campagne, «on s'est auto-formés à la politique institutionnelle». Elle précise: «Je n'étais pas en mode: "Ouh là, le RN est aux portes du pouvoir." Ici, on vit déjà quotidiennement avec des idées d'extrême droite et des politiques inhospitalières.» Jade, originaire des Yvelines, est arrivée à Calais pour aider les exilés. «Je pensais distribuer du thé, je me suis retrouvée face à des gens qui risquaient leur vie à bord des bateaux ou des camions. Cette ville m'a construite politiquement.» Devenue éducatrice de rue, elle reprendra ses études à la rentrée sur le droit des collectivités territoriales. Pour elle, «chacun doit faire sa part, pour améliorer le quotidien des autres».

STÉPHANIE MAURICE Photo STÉPHANE DUBROMEL, HANS LUCAS



tenir à l'écart des mouvements partisans et offrir au public une contre-proposition à l'extrême droite plutôt qu'un discours de pure réaction contre le RN –, les modalités mettent du temps à prendre forme. Ou à descendre sur le terrain.

UN «OXYMORE DANGEREUX»

Car là où les fédérations et les réseaux regroupant les associations peuvent se permettre de prendre position, les petites structures se trouvent souvent à la merci des collectivités qui les subventionnent directement. C'est le cas des centres socioculturels. «On est grignotés par une partie de la droite et du centre qui remettent de plus en plus en cause nos libertés associatives: sous couvert de neutralité, on ne peut plus défendre ce qu'on est», explique Tarik Touahria, président de la Fédération des centres sociaux et socioculturels. Or un centre social aseptisé, qui n'est plus ancré dans une volonté de promouvoir de la justice sociale, c'est inopérant.»

Sur le terrain, la situation est souvent complexe. A Vienne, dans l'Isère, le club Léo-Lagrange a relayé un mail de sa fédération nationale à ses 1100 adhérents appelant à faire barrage au RN au nom de ses valeurs d'éducation populaire. En représailles, le maire Les Républicains de la ville a taillé à la hache dans les subventions du centre, suivant une demande répétée d'un élu d'opposition RN. Historiquement proches du Parti socialiste – elles ont été créées en 1950 par un futur Premier ministre de Mitterrand, Pierre Mauroy –, les structures de la Fédération Léo-Lagrange sont emblématiques de ce monde associatif à cheval entre l'engagement et l'offre de service de loisirs. «On est un gros opérateur de politiques publiques, on gère des crèches, en même temps on milite... Ce n'est pas toujours évident de faire les deux», reconnaît Benjamin Mauduit, responsable du plaidoyer pour la Fédération.

Alors que faire? Rester dans une position de neutralité en espérant continuer son action dans un con-

texte d'extrême droitisation du pays? Ou assumer l'incompatibilité des projets, quitte à entrer en confrontation? Pour certains, elle est inéluctable. «La solidarité d'extrême droite est et sera toujours un oxymore dangereux», pose Mathilde Boulay, déléguée générale de l'Ascenseur, un collectif d'associations œuvrant dans le secteur de l'égalité des chances. D'autant que la guerre est le plus souvent déclarée... par l'extrême droite.

Depuis 2016, le maire RN de Hayange, en Moselle, mène une bataille à coups de rabots de subventions et de vexations contre le Secours populaire. A l'Assemblée et dans les conseils régionaux, les élus frontistes mènent la charge contre le Planning familial, accusé de positions trop favorables aux personnes trans, ou contre SOS Méditerranée, qualifiée de «passeur». A Perpignan, ville gérée par le parti d'extrême droite depuis 2020, cette dernière association s'est vue refuser son stand au festival Ida y Vuelta organisé par la Casa musicale,

un centre culturel dont les subsides proviennent essentiellement de la mairie.

UN NOUVEAU RAPPORT DE FORCE

Dans la ville catalane, Louis Aliot ne mène pas une guerre trop frontale aux associations engagées. Lesquelles, pour continuer à dispenser leur message, ont dû se réinventer. Depuis 2022, SOS Racisme y tient un festival, Notre Mar («notre mer», en catalan), dont *Libération* est partenaire cette année. Son but, selon l'un de ses fondateurs, l'historien spécialiste de l'extrême droite Nicolas Lebourg, est de «redonner de la hype à l'antiracisme» tout en «sortant de la polarisation». L'idée est née après que la municipalité a organisé trois jours de commémoration du départ des pieds-noirs d'Algérie faisant la part belle aux réécritures colonialistes de l'histoire et aux figures de l'OAS. «Plutôt que de faire une contre-manifestation – qui a d'ailleurs eu lieu –, on s'est dit: ils font une offre culturelle,

soit. Faisons la nôtre, en plus joyeuse», retrace l'universitaire, qui insiste sur le fait que les trois premières éditions n'ont pas parlé d'extrême droite.

Recréer un écosystème en fédérant le plus d'acteurs possibles, publics comme privés, tout en refusant la confrontation directe avec la municipalité: la méthode, séduisante sur le papier, reste dépendante de moyens financiers. Qui restent disponibles, dans un département (les Pyrénées-Orientales) et une région (l'Occitanie) encore à gauche. Un constat semble au moins partagé: le rapport de force a changé. «On ne peut plus faire les contre-manifestations des années 80-90, on serait dans une forme de culpabilisation contre-productive», estime Benjamin Mauduit, de la Fédération Léo-Lagrange. «Ce n'est pas par l'anathème que l'on va convaincre qui que ce soit», abonde Tarik Touahria. Le combat contre l'extrême droite ne se fera qu'en créant des dynamiques et des espoirs collectifs. Sinon, on est foutus.» Il n'y a plus qu'à. ♦